PROCURATION

LA PRÉSENTE PROCURATION est donnée moyennant une contrepartie de valeur (dont la réception et la suffisance sont par les présentes reconnues) le 1 novembre 2026, dans la ville de Montréal, province de Québec.

1. La Banque Laurentienne du Canada, dûment représentée par Thierry Langevin, Chef des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises et Yvan Deschamps, Chef de la direction financière, agissant en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de la Banque Laurentienne du Canada, dont une copie est jointe en Annexe A-1 aux présentes; BLC Services financiers inc., dûment représentée par Thierry Langevin, administrateur et Yvan Deschamps, administrateur et Président du conseil d'administration, agissant en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de BLC Services financiers inc., dont une copie est jointe en Annexe A-2 aux présentes; Trust La Laurentienne du Canada Inc., dûment représentée par Thierry Langevin, Président, Directeur général et administrateur et Yvan Deschamps, administrateur, agissant en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de Trust La Laurentienne du Canada Inc., dont une copie est jointe en Annexe A-3 aux présentes; BLC Trust, dûment représentée par Thierry Langevin, Président, Directeur général et administrateur et Yvan Deschamps, administrateur, agissant en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de BLC Trust, dont une copie est jointe en Annexe A-4 aux présentes; et Société de fiducie B2B Trustco, dûment représentée par Thierry Langevin, Président, Directeur général et administrateur et Yvan Deschamps, administrateur, agissant en vertu des pouvoirs conférés par le conseil d'administration de Société de fiducie B2B Trustco, dont une copie est jointe en Annexe A-5 aux présentes (collectivement, les « **Vendeurs** »), constituent et nomment par les présentes, de façon irrévocable, la Banque Nationale du Canada (l'« **Acheteur** ») à titre de fondé de pouvoir véritable et légitime des Vendeurs, avec pleins pouvoirs de substitution, pour le compte et au nom des Vendeurs, conformément à la convention d'achat d'actifs (la « **Convention d'achat** ») datée du 2 décembre 2025, en sa version modifiée de temps à autre, entre les Vendeurs, à titre de vendeurs, et l'Acheteur, à titre d'acheteur, aux fins de signature et de remise des documents, des instruments ou des conventions qui sont nécessaires pour donner effet au dépôt et à l'inscription des Documents aux fins d'inscription pour chaque Prêt hypothécaire transféré et chaque Contrat de prêt transféré (au sens des termes définis dans la Convention d'achat et dont une traduction de ceux-ci est reproduite à l'Annexe B des présentes) conformément à la Convention d'achat, et de signature et de remise de tout autre document se rapportant aux Actifs achetés, aux Passifs pris en charge et aux sûretés connexes qui sont nécessaires pour donner effet aux opérations envisagées dans la Convention d'achat et qui doivent être inscrits au bureau de la publicité foncière, au bureau des titres fonciers ou au registre des sûretés mobilières applicables, ou qui sont nécessaires pour rendre la cession des Actifs achetés opposable aux Débiteurs hypothécaires, aux Débiteurs, aux cautions et à d'autres tiers, y compris les cessions, les transferts, les modifications, les corrections, les avis**,** les consentements, les décharges, les annulations (y compris les radiations judiciaires), les mainlevées (les renvois aux présentes à une décharge, à une annulation ou à une mainlevée visent tant la décharge, l'annulation ou la mainlevée totale ou partielle, selon le cas), les subordinations et les documents d'exécution, selon ce qui pourrait être nécessaire ou souhaitable à cet égard, sans autre acte, consentement, autorisation ou intervention de la part des Vendeurs, y compris, sans s'y limiter, les droits suivants :

a) préparer, signer, remettre ou enregistrer les cessions ou transferts des Actifs achetés ou des Passifs pris en charge qui sont visés, que ce soit en substitution ou en remplacement d'une cession ou d'un transfert existant de ces Actifs achetés ou Passifs pris en charge, qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour transférer leur propriété à l'Acheteur aux fins d'inscription du titre inscrit au nom de l'Acheteur à l'égard de ces Actifs achetés ou Passifs pris en charge, au registre foncier du Québec, au registre des droits personnels et réels mobiliers du Québec et à tout autre registre foncier, bureau des titres fonciers, bureau d'enregistrement, registre des biens personnels, système d'enregistrement des biens personnels, bureau de dépôt qui est applicable ou à tout autre bureau d'enregistrement public au Canada;

b) apporter les modifications à une cession ou à un transfert des Actifs achetés ou des Passifs pris en charge qui sont visés ou y effectuer des suppressions, substitutions ou ajouts, qui peuvent être nécessaires ou souhaitables pour transférer leur propriété à l'Acheteur aux fins d'inscription du titre inscrit au nom de l'Acheteur à l'égard de ces Actifs achetés et Passifs pris en charge, au bureau d'enregistrement foncier approprié ou à tout autre bureau d'enregistrement public;

c) consentir (i) aux actes ou aux instruments constatant des servitudes, des droits de passage ou d'autres droits réels ou personnels; (ii) à une déclaration de copropriété; (iii) à une opération cadastrale; (iv) à la modification du consentement cadastral, propre à chaque Actif acheté;

d) signer, remettre, reconnaître ou enregistrer quelque modification, correction, ratification, confirmation, renouvellement, prolongation, continuation, remplacement, cession, prise en charge, garantie, confirmation, transfert, report, quittance, décharge, annulation (y compris la radiation judiciaire) et mainlevée ou quelque autre document s'y rapportant, en lien avec un Actif acheté ou un Passif pris en charge;

e) consentir, avec ou sans contrepartie, à l'égard d'un Actif acheté : (i) à une cession de rang, de priorité ou de créance ou à une convention pari passu; (ii) à une subrogation ou à une cession de droits; (iii) à une limitation, à une quittance, à une décharge, à une annulation (y compris une radiation judiciaire) ou à une mainlevée, à un retrait, à un report, à une subordination ou à un autre instrument équivalent dans un territoire du Canada;

f) à l'égard d'un Actif acheté, procéder aux règlements et libérer les débiteurs ou les cautions; émettre des mises en demeure et des avis, accorder des prolongations et des atermoiements, et conclure des ententes de règlement et des ententes de restructuration et signer des reconnaissances de dette; exercer tous les droits hypothécaires, recours hypothécaires et autres droits et recours dont dispose un créancier garanti, un créancier hypothécaire, un détenteur d'hypothèque ou un détenteur d'une autre sûreté, y compris émettre et enregistrer un préavis, un avis de défaut, un avis d'intention ou tout autre avis d'exécution, intenter, poursuivre, assurer la défendre, le règlement ou le désistement d'une procédure, exercer un droit de prise en paiement, de vente judiciaire, de vente par le créancier, de vente de gré à gré, de forclusion, de réalisation, de recouvrement ou d'exécution de la sûreté et signer un acte, un transfert, une cession, une quittance, une décharge, une libération, une annulation, une mainlevée (y compris une radiation judiciaire) ou autre document s'y rapportant; aliéner un bien mobilier ou immobilier ou un

droit réel ou personnel acquis par l'Acheteur en paiement d'une dette ou par suite de la réalisation de ses sûretés, recevoir en paiement et accorder une quittance;

g) signer, à l'égard d'un Actif acheté, des instruments et documents de correction, de confirmation, de remplacement, d'ajout, de ratification, de rectification ou de modification, découlant d'une erreur administrative, d'une irrégularité d'inscription, d'une erreur matérielle, d'une omission, d'un changement de nom, d'un changement de statut d'entreprise ou d'autre chose; et

h) préparer et signer quelque autre document ou instrument qui pourrait être nécessaire ou souhaitable pour donner effet à ce qui précède, y compris une correction, une modification, une reformulation, un remplacement ou une mise à jour s'y rapportant, ainsi qu'une cession ou un transfert de droits y afférents, et les remettre ou les enregistrer au Registre foncier du Québec, au Registre des droits personnels et réels mobiliers du Québec et dans tout autre registre foncier, bureau des titres fonciers, bureau d'enregistrement, registre des biens personnels, système d'enregistrement des biens personnels, bureau de dépôt ou autre bureau d'enregistrement public au Canada.

2. La procuration accordée par les présentes est accordée à toutes fins que de droit, au bénéfice commun des Vendeurs et de l'Acheteur afin de donner plein effet au transfert et à la cession des Actifs achetés, des Passifs pris en charge et des sûretés connexes à l'Acheteur.

3. La procuration ainsi que les autres droits et privilèges accordés par les présentes continueront de s'appliquer après une dissolution, une liquidation ou une cessation d'activité d'un ou l'autre des Vendeurs. La présente procuration est irrévocable et ne prendra pas fin en raison de l'insolvabilité, de la faillite, de la fusion, de la continuation, de la dissolution, de la liquidation, de la réorganisation, de la liquidation, du changement de nom, de la vente d'actifs ou de la cessation d'existence d'un ou l'autre des Vendeurs.

4. Un tiers, notamment une personne, un registraire, un officier de la publicité foncière, un notaire, un avocat, une autorité gouvernementale, un bureau de dépôt, peut se fier de manière concluante à la présente procuration, à l'attestation du Fondé de pouvoir et aux résolutions qui sont jointes en Annexe A, comme preuve entière et suffisante de l'autorité de chaque Vendeur, de l'autorité de ses représentants et de l'autorité de l'Acheteur d'agir en vertu de cette procuration, sans autre enquête et sans aucune obligation d'obtenir quelque autre résolution d'entreprise, certificat, affidavit, confirmation, autorisation ou document justificatif de la part de l'un ou l'autre des Vendeurs, et ne sera pas tenu de déterminer si l'autorité accordée par les présentes peut encore être exercée.

5. La procuration accordée par les présentes est également accordée à un employé de Sylvestre Avocats Notaires l'autorisant ainsi à préparer, à signer, à remettre ou à enregistrer, au nom de l'Acheteur, un acte de cession, de transfert ou autre document ou acte envisagé par les présentes.

6. L'Acheteur exercera les pouvoirs accordés par les présentes uniquement conformément à la Convention d'achat.

7. La procuration accordée par les présentes est régie exclusivement par les lois de la province de Québec et les lois fédérales du Canada qui s'y appliquent, et elle sera interprétée et appliquée conformément à ces lois, sans donner effet à aucune Loi qui

entraînerait l'application des Lois d'un autre territoire que celles de la province de Québec et des lois fédérales du Canada qui s'y appliquent.

8. Les copies certifiées conformes, les copies notariées et les copies électroniques de la présente procuration auront la même valeur probante et le même effet que l'original. La présente procuration peut être signée en plusieurs exemplaires et par un moyen électronique, y compris en format PDF (Portable Document Format) et via DocuSign; chacun de ces exemplaires, une fois ainsi signé et remis, constituera un original, et l'ensemble de ces exemplaires constituera un seul et même acte.

9. La présente procuration et les résolutions qui sont jointes en Annexe A peuvent être déposées au greffe d'un notaire du Québec, et toute copie délivrée par ce notaire à partir de l'original déposé peut être utilisée comme preuve de conformité avec l'original déposé et en substitution de celui-ci.

10. Les termes commençant par une majuscule qui ne sont pas autrement définis aux présentes ont le même sens que ceux qui sont énoncés dans la Convention d'achat.

[*Les pages de signature suivent*]

DATÉ à la date qui est indiquée ci-dessus, dans la ville de Montréal, province de Québec.

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA

Par : _____
Nom : Thierry Langevin
Titre : Chef des Services bancaires aux particuliers et aux entreprises

Par : _____
Nom : Yvan Deschamps
Titre : Chef de la direction financière

BLC SERVICES FINANCIERS INC.

Par : _____
Nom : Thierry Langevin
Titre : Administrateur

Par : _____
Nom : Yvan Deschamps
Titre : Administrateur et Président du conseil d'administration

TRUST LA LAURENTIENNE DU CANADA INC.

Par : _____
Nom : Thierry Langevin
Titre : Président, Directeur général et administrateur

Par : _____
Nom : Yvan Deschamps
Titre : Administrateur

BLC TRUST

Par : _____
Nom : Thierry Langevin
Titre : Président, Directeur général et administrateur

Par : _____
Nom : Yvan Deschamps
Titre : Administrateur

SOCIÉTÉ DE FIDUCIE B2B TRUSTCO

Par : _____
Nom : Thierry Langevin
Titre : Président, Directeur général et administrateur

Par : _____
Nom : Yvan Deschamps
Titre : Administrateur

ATTESTATION

Je, soussignée, Genesa Clarke, fondée de pouvoir, atteste par les présentes ce qui suit :

1. J'ai vérifié l'identité, la qualité et la capacité de la Banque Laurentienne du Canada, de BLC Services financiers inc., de Trust La Laurentienne du Canada Inc., de BLC Trust et de Société de fiducie B2B Trustco, ainsi que de leurs représentants apparaissant dans la procuration précédemment mentionnée, signée à Montréal, province de Québec, le 27 jour d'octobre 2026;

2. La procuration représente la volonté exprimée par la Banque Laurentienne du Canada, BLC Services financiers inc., Trust La Laurentienne du Canada Inc., BLC Trust et Société de fiducie B2B Trustco;

3. La procuration est valide quant à sa forme;

4. J'ai examiné les résolutions qui sont jointes en Annexe A à l'égard de chaque Vendeur et j'atteste qu'elles autorisent la signature, la remise et l'exécution de la présente Procuration par le Vendeur concerné et donne le pouvoir aux représentants de signer la présente Procuration au nom du Vendeur concerné; et

5. À ma connaissance, sur le fondement des résolutions et autres documents que j'ai examinés, les résolutions qui sont jointes en Annexe A de chaque Vendeur demeurent en vigueur et n'ont pas fait l'objet de modification ou de révocation à la date de la signature de la présente Procuration.

ATTESTÉ à Montréal, en ce 27 jour d'octobre deux mille vingt-six (2026).

Nom : Genesa Clarke
Qualité : Fondée de pouvoir (Barreau du Québec n° : 267428-9)
Adresse : 1360, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 600,
Montréal (Québec) H3G 0E5

ANNEXE A – RÉSOLUTIONS

ANNEXE A-1 – Banque Laurentienne du Canada

Ci-joint.

LAURENTIAN BANK

CERTIFIED EXTRACT

EXTRACT from the resolution of the Board of Directors of Laurentian Bank of Canada, signed on October 29, 2026:

WHEREAS the Bank entered into an asset purchase agreement dated December 2, 2025 (as amended, the "Retail/SME Agreement") by and among (i) the Bank, LBC Financial Services Inc., Laurentian Trust of Canada Inc., B2B Trustco, Venture Reinsurance Company Ltd. and LBC Trust and (ii) National Bank of Canada, which assigned certain rights and obligations under the Retail/SME Agreement to National Bank Savings and Investments Inc., Natcan Trust Company, National Bank Trust Inc. and National Bank Life Insurance Company.

WHEREAS pursuant to Section 9.2(a)(iv) of the Retail/SME Agreement, on Closing (as defined in the Retail/SME Agreement) the Bank is required to deliver to the Purchasers an irrevocable power of attorney in the form attached thereto (as amended by the third amendment to the Retail/SME Agreement dated October 27, 2026) (the "Power of Attorney").

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

Approval of the Power of Attorney

1. The Power of Attorney, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board for approval, and the Bank be, and it is hereby authorized to enter into the Power of Attorney and perform its obligations thereunder.

2. Each of Thierry Langevin, Group Head, Personal and Commercial Banking, and Yvan Deschamps, Chief Financial Officer, is hereby authorized and directed, acting for and on behalf of the Bank, to execute and deliver the Power of Attorney, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of the Power of Attorney.

General Authorizations

3. In addition to the specific authorizations set forth in any of the foregoing resolutions, any director or officer of the Bank be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of and in the name of the Bank, to take or cause to be taken any and all such further actions and do or cause to be done all things, to execute and deliver or cause to be executed and delivered all such other documents, certificates, instruments, agreements and other papers, to make such filings, in the name and on behalf of the Bank, to incur and pay all such fees and expenses, to engage such persons and to engage in such acts as they shall in their judgment determine to be necessary, advisable or appropriate to carry out fully the intent and purpose of the foregoing resolutions, and the execution by any of such director or officer of any such documents certificates, instruments or agreements or the payment of any such fees and expenses or the

engagement of such persons or their conduct of any act in connection with the foregoing matters shall be conclusive evidence of their authority therefor and for the approval and ratification of the documents, certificates, instruments and agreements and other documents so executed, the fees and expenses so paid, the filings so made, the persons so engaged and the actions so taken.

Ratification of Prior Acts

4. Any acts heretofore taken by any director or officer of the Bank, which acts would have been authorized by the foregoing resolutions or reasonably contemplated or implied by the foregoing resolutions except that such acts were taken prior to the adoption of such resolutions, and any acts hereafter taken by any director or officer of the Bank to carry out the foregoing resolutions, shall be, and are hereby, severally ratified, confirmed, approved and adopted as acts in the name and on behalf of the Bank.

5. The omission from these resolutions of any agreement, document or other arrangement contemplated by any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions or any action to be taken in accordance with any requirement of any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions shall in no manner derogate from the authority of the directors or officers to take all actions necessary, desirable, advisable or appropriate to consummate, effectuate, carry out or further the transactions contemplated by, and the intent and purposes of, the foregoing resolutions.

General

6. Any signature on any agreement, certificate or other document required or permitted to be executed in connection with any of the transactions contemplated by these resolutions may be executed by means of a signature which is printed or mechanically reproduced, and any such printed or mechanical reproduction shall for all purposes be deemed to be the signature of the director or officer authorized as aforesaid to execute such agreement, certificate or other document on behalf of the Bank and any such agreement, certificate or other document so executed shall be binding upon the Bank.

7. These resolutions may be executed in counterparts and the counterparts may be executed and delivered by electronic means, with all counterparts together constituting one and the same instrument.

The above is certified as a true copy as of this October 29, 2026.

By: 
Name: Genesa Clarke
Title: Assistant Corporate Secretary

ANNEXE A-2 – BLC Services financiers inc.

Ci-joint.

LAURENTIAN BANK

CERTIFIED EXTRACT

EXTRACT from the resolution of the Board of Directors of LBC Financial Services Inc., signed on October 29, 2026:

WHEREAS the Company entered into an asset purchase agreement dated December 2, 2025 (as amended, the "Retail/SME Agreement") by and among (i) the Company, Laurentian Bank of Canada, Laurentian Trust of Canada Inc., B2B Trustco, Venture Reinsurance Company Ltd. and LBC Trust and (ii) National Bank of Canada, which assigned certain rights and obligations under the Retail/SME Agreement to National Bank Savings and Investments Inc., Natcan Trust Company, National Bank Trust Inc. and National Bank Life Insurance Company.

WHEREAS pursuant to Section 9.2(a)(iv) of the Retail/SME Agreement, on Closing (as defined in the Retail/SME Agreement) the Company is required to deliver to the Purchasers an irrevocable power of attorney in the form attached thereto (as amended by the third amendment to the Retail/SME Agreement dated October 27, 2026) (the "Power of Attorney").

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

Approval of the Power of Attorney

1. The Power of Attorney, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board for approval, and the Company be, and it is hereby, authorized to enter into the Power of Attorney and perform its obligations thereunder.

2. Each of Thierry Langevin, Director, and Yvan Deschamps, Director and Chair of the Board, is hereby authorized and directed, acting for and on behalf of the Company, to execute and deliver the Power of Attorney, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of the Power of Attorney.

General Authorizations

3. In addition to the specific authorizations set forth in any of the foregoing resolutions, any director or officer of the Company be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of and in the name of the Company, to take or cause to be taken any and all such further actions and do or cause to be done all things, to execute and deliver or cause to be executed and delivered all such other documents, certificates, instruments, agreements and other papers, to make such filings, in the name and on behalf of the Company, to incur and pay all such fees and expenses, to engage such persons and to engage in such acts as they shall in their judgment determine to be necessary, advisable or appropriate to carry out fully the intent and purpose of the foregoing resolutions, and the execution by any of such director or officer of any such documents certificates, instruments or agreements or the payment of any such fees and expenses

or the engagement of such persons or their conduct of any act in connection with the foregoing matters shall be conclusive evidence of their authority therefor and for the approval and ratification of the documents, certificates, instruments and agreements and other documents so executed, the fees and expenses so paid, the filings so made, the persons so engaged and the actions so taken.

Ratification of Prior Acts

4. Any acts heretofore taken by any director or officer of the Company, which acts would have been authorized by the foregoing resolutions or reasonably contemplated or implied by the foregoing resolutions except that such acts were taken prior to the adoption of such resolutions, and any acts hereafter taken by any director or officer of the Company to carry out the foregoing resolutions, shall be, and are hereby, severally ratified, confirmed, approved and adopted as acts in the name and on behalf of the Company.

5. The omission from these resolutions of any agreement, document or other arrangement contemplated by any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions or any action to be taken in accordance with any requirement of any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions shall in no manner derogate from the authority of the directors or officers to take all actions necessary, desirable, advisable or appropriate to consummate, effectuate, carry out or further the transactions contemplated by, and the intent and purposes of, the foregoing resolutions.

General

6. Any signature on any agreement, certificate or other document required or permitted to be executed in connection with any of the transactions contemplated by these resolutions may be executed by means of a signature which is printed or mechanically reproduced, and any such printed or mechanical reproduction shall for all purposes be deemed to be the signature of the director or officer authorized as aforesaid to execute such agreement, certificate or other document on behalf of the Company and any such agreement, certificate or other document so executed shall be binding upon the Company.

7. These resolutions may be executed in counterparts and the counterparts may be executed and delivered by electronic means, with all counterparts together constituting one and the same instrument.

The above is certified as a true copy as of this October 29, 2026.

By: 
Name: Genesa Clarke
Title: Assistant Corporate Secretary

ANNEXE A-3 – Trust La Laurentienne du Canada Inc.

Ci-joint.

LAURENTIAN BANK

CERTIFIED EXTRACT

EXTRACT from the resolution of the Board of Directors of Laurentian Trust of Canada Inc., signed on October 29, 2026:

WHEREAS the Company entered into an asset purchase agreement dated December 2, 2025 (as amended, the "Retail/SME Agreement") by and among (i) the Company, Laurentian Bank of Canada, LBC Trust, Venture Reinsurance Company Ltd., LBC Financial Services Inc. and B2B Trustco and (ii) National Bank of Canada, which assigned certain rights and obligations under the Retail/SME Agreement to National Bank Savings and Investments Inc., Natcan Trust Company, National Bank Trust Inc. and National Bank Life Insurance Company.

WHEREAS pursuant to Section 9.2(a)(iv) of the Retail/SME Agreement, on Closing (as defined in the Retail/SME Agreement) the Company is required to deliver to the Purchasers an irrevocable power of attorney in the form attached thereto (as amended by the third amendment to the Retail/SME Agreement dated October 27, 2026) (the "Power of Attorney").

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

Approval of the Power of Attorney

1. The Power of Attorney, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board for approval, and the Company be, and it is hereby, authorized to enter into the Power of Attorney and perform its obligations thereunder.

2. Each of Thierry Langevin, President, Chief Executive Officer and Director, and Yvan Deschamps, Director, is hereby authorized and directed, acting for and on behalf of the Company, to execute and deliver the Power of Attorney, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of the Power of Attorney.

General Authorizations

3. In addition to the specific authorizations set forth in any of the foregoing resolutions, any director or officer of the Company be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of and in the name of the Company, to take or cause to be taken any and all such further actions and do or cause to be done all things, to execute and deliver or cause to be executed and delivered all such other documents, certificates, instruments, agreements and other papers, to make such filings, in the name and on behalf of the Company, to incur and pay all such fees and expenses, to engage such persons and to engage in such acts as they shall in their judgment determine to be necessary, advisable or appropriate to carry out fully the intent and purpose of the foregoing resolutions, and the execution by any of such director or officer of any such documents certificates, instruments or agreements or the payment of any such fees and expenses

or the engagement of such persons or their conduct of any act in connection with the foregoing matters shall be conclusive evidence of their authority therefor and for the approval and ratification of the documents, certificates, instruments and agreements and other documents so executed, the fees and expenses so paid, the filings so made, the persons so engaged and the actions so taken.

Ratification of Prior Acts

4. Any acts heretofore taken by any director or officer of the Company, which acts would have been authorized by the foregoing resolutions or reasonably contemplated or implied by the foregoing resolutions except that such acts were taken prior to the adoption of such resolutions, and any acts hereafter taken by any director or officer of the Company to carry out the foregoing resolutions, shall be, and are hereby, severally ratified, confirmed, approved and adopted as acts in the name and on behalf of the Company.

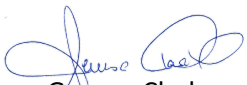
5. The omission from these resolutions of any agreement, document or other arrangement contemplated by any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions or any action to be taken in accordance with any requirement of any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions shall in no manner derogate from the authority of the directors or officers to take all actions necessary, desirable, advisable or appropriate to consummate, effectuate, carry out or further the transactions contemplated by, and the intent and purposes of, the foregoing resolutions.

General

6. Any signature on any agreement, certificate or other document required or permitted to be executed in connection with any of the transactions contemplated by these resolutions may be executed by means of a signature which is printed or mechanically reproduced, and any such printed or mechanical reproduction shall for all purposes be deemed to be the signature of the director or officer authorized as aforesaid to execute such agreement, certificate or other document on behalf of the Company and any such agreement, certificate or other document so executed shall be binding upon the Company.

7. These resolutions may be executed in counterparts and the counterparts may be executed and delivered by electronic means, with all counterparts together constituting one and the same instrument.

The above is certified as a true copy as of this October 29, 2026.

By: 
Name: Genesa Clarke
Title: Assistant Corporate Secretary

ANNEXE A-4 – BLC Trust

Ci-joint.

LAURENTIAN BANK

CERTIFIED EXTRACT

EXTRACT from the resolution of the Board of Directors of LBC Trust, signed on October 29, 2026:

WHEREAS the Company entered into an asset purchase agreement dated December 2, 2025 (as amended, the "Retail/SME Agreement") by and among (i) the Company, Laurentian Bank of Canada, Laurentian Trust of Canada Inc., LBC Financial Services Inc., Venture Reinsurance Company Ltd. and B2B Trustco and (ii) National Bank of Canada, which assigned certain rights and obligations under the Retail/SME Agreement to National Bank Savings and Investments Inc., Natcan Trust Company, National Bank Trust Inc. and National Bank Life Insurance Company.

WHEREAS pursuant to Section 9.2(a)(iv) of the Retail/SME Agreement, on Closing (as defined in the Retail/SME Agreement) the Company is required to deliver to the Purchasers an irrevocable power of attorney in the form attached thereto (as amended by the third amendment to the Retail/SME Agreement dated October 27, 2026) (the "Power of Attorney").

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

Approval of the Power of Attorney

1. The Power of Attorney, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board for approval, and the Company be, and it is hereby, authorized to enter into the Power of Attorney and perform its obligations thereunder.

2. Each of Thierry Langevin, President, Chief Executive Officer and Director, and Yvan Deschamps, Director, is hereby authorized and directed, acting for and on behalf of the Company, to execute and deliver the Power of Attorney, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of the Power of Attorney.

General Authorizations

3. In addition to the specific authorizations set forth in any of the foregoing resolutions, any director or officer of the Company be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of and in the name of the Company, to take or cause to be taken any and all such further actions and do or cause to be done all things, to execute and deliver or cause to be executed and delivered all such other documents, certificates, instruments, agreements and other papers, to make such filings, in the name and on behalf of the Company, to incur and pay all such fees and expenses, to engage such persons and to engage in such acts as they shall in their judgment determine to be necessary, advisable or appropriate to carry out fully the intent and purpose of the foregoing resolutions, and the execution by any of such director or officer of any such documents certificates, instruments or agreements or the payment of any such fees and expenses or the engagement of such persons or their conduct of any act in connection with the foregoing

matters shall be conclusive evidence of their authority therefor and for the approval and ratification of the documents, certificates, instruments and agreements and other documents so executed, the fees and expenses so paid, the filings so made, the persons so engaged and the actions so taken.

Ratification of Prior Acts

4. Any acts heretofore taken by any director or officer of the Company, which acts would have been authorized by the foregoing resolutions or reasonably contemplated or implied by the foregoing resolutions except that such acts were taken prior to the adoption of such resolutions, and any acts hereafter taken by any director or officer of the Company to carry out the foregoing resolutions, shall be, and are hereby, severally ratified, confirmed, approved and adopted as acts in the name and on behalf of the Company.

5. The omission from these resolutions of any agreement, document or other arrangement contemplated by any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions or any action to be taken in accordance with any requirement of any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions shall in no manner derogate from the authority of the directors or officers to take all actions necessary, desirable, advisable or appropriate to consummate, effectuate, carry out or further the transactions contemplated by, and the intent and purposes of, the foregoing resolutions.

General

6. Any signature on any agreement, certificate or other document required or permitted to be executed in connection with any of the transactions contemplated by these resolutions may be executed by means of a signature which is printed or mechanically reproduced, and any such printed or mechanical reproduction shall for all purposes be deemed to be the signature of the director or officer authorized as aforesaid to execute such agreement, certificate or other document on behalf of the Company and any such agreement, certificate or other document so executed shall be binding upon the Company.

7. These resolutions may be executed in counterparts and the counterparts may be executed and delivered by electronic means, with all counterparts together constituting one and the same instrument.

The above is certified as a true copy as of this October 29, 2026.

By: 
Name: Genesa Clarke
Title: Assistant Corporate Secretary

ANNEXE A-5 – Société de fiducie B2B Trustco

Ci-joint.

LAURENTIAN BANK

CERTIFIED EXTRACT

EXTRACT from the resolution of the Board of Directors of B2B Trustco, signed on October 27, 2026:

WHEREAS Laurentian Bank of Canada (the "Bank") intends to accelerate its specialty finance strategy, including exiting from retail and small and medium-sized enterprise ("SME") banking and closing all retail branches over time in a coordinated manner (the "Retail Exit").

WHEREAS to ensure a smooth transition for retail and SME customers in connection with the Retail Exit, the Company proposes to enter into the third amendment ("Amendment No. 3") to the asset purchase agreement dated December 2, 2025 with National Bank of Canada and certain of its affiliates (collectively, "NBC") pursuant to which NBC and such affiliates will acquire the Company's retail and SME banking portfolio (as amended, supplemented and restated from time to time, including by Amendment No. 3, the "Retail/SME Agreement"), under the terms and conditions set forth in the Retail/SME Agreement, a draft of which has been submitted to the Board of Directors for approval (the "Retail/SME Transaction").

WHEREAS pursuant to Amendment No. 3, the Company agrees to be bound by, and perform, observe and comply with, all of the terms, conditions, covenants, agreements, obligations and liabilities of a Seller under the Retail/SME Agreement to the same extent and with the same force and effect as if the Company had executed the Retail/SME Agreement as an original signatory thereto on the date of execution of the Retail/SME Agreement.

WHEREAS pursuant to Section 9.2(a)(iv) of the APA, on Closing (as defined in the Retail/SME Agreement) the Company is required to deliver to the Purchasers an irrevocable power of attorney in the form attached thereto (as amended by Amendment No. 3) (the "Power of Attorney").

NOW THEREFORE BE IT RESOLVED THAT:

Approval of Retail/SME Transaction

1. The Retail/SME Agreement, together with all schedules and attachments thereto, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board of Directors for approval, and the Company be, and it is hereby, authorized to enter into Amendment No. 3 and become bound by the Retail/SME Agreement as a Seller, and to perform its obligations thereunder and proceed with the implementation of the Retail/SME Transaction, subject to the satisfaction or waiver of the conditions precedents set forth in the Retail/SME Agreement.
2. Any director or officer of the Company be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of the Company, to execute and deliver Amendment No. 3, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of Amendment

No. 3.

Approval of the Power of Attorney

3. The Power of Attorney, and all transactions contemplated thereunder, be, and they are hereby, approved, the whole substantially in the form submitted to the Board for approval, and the Company be, and it is hereby, authorized to enter into the Power of Attorney and perform its obligations thereunder.

4. Each of Thierry Langevin, President, Chief Executive Officer and Director, and Yvan Deschamps, Director, is hereby authorized and directed, acting for and on behalf of the Company, to execute and deliver the Power of Attorney, with such additions or amendments thereto or deletions therefrom as such director or officer may deem in his or her discretion necessary, advisable or appropriate, with his or her approval of such additions, amendments or deletions to be conclusively evidenced by the execution of the Power of Attorney.

General Authorizations

5. In addition to the specific authorizations set forth in any of the foregoing resolutions, any director or officer of the Company be, and each of them is hereby, authorized and directed, acting for and on behalf of and in the name of the Company, to take or cause to be taken any and all such further actions and do or cause to be done all things, to execute and deliver or cause to be executed and delivered all such other documents, certificates, instruments, agreements and other papers, to make such filings, in the name and on behalf of the Company, to incur and pay all such fees and expenses, to engage such persons and to engage in such acts as they shall in their judgment determine to be necessary, advisable or appropriate to carry out fully the intent and purpose of the foregoing resolutions, and the execution by any of such director or officer of any such documents certificates, instruments or agreements or the payment of any such fees and expenses or the engagement of such persons or their conduct of any act in connection with the foregoing matters shall be conclusive evidence of their authority therefor and for the approval and ratification of the documents, certificates, instruments and agreements and other documents so executed, the fees and expenses so paid, the filings so made, the persons so engaged and the actions so taken.

Ratification of Prior Acts

6. Any acts heretofore taken by any director or officer of the Company, which acts would have been authorized by the foregoing resolutions or reasonably contemplated or implied by the foregoing resolutions except that such acts were taken prior to the adoption of such resolutions, and any acts hereafter taken by any director or officer of the Company to carry out the foregoing resolutions, shall be, and are hereby, severally ratified, confirmed, approved and adopted as acts in the name and on behalf of the Company.

7. The omission from these resolutions of any agreement, document or other arrangement contemplated by any of the agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions or any action to be taken in accordance with any requirement of any of the

agreements, documents or instruments described in the foregoing resolutions shall in no manner derogate from the authority of the directors or officers to take all actions necessary, desirable, advisable or appropriate to consummate, effectuate, carry out or further the transactions contemplated by, and the intent and purposes of, the foregoing resolutions.

General

8. Any signature on any agreement, certificate or other document required or permitted to be executed in connection with any of the transactions contemplated by these resolutions may be executed by means of a signature which is printed or mechanically reproduced, and any such printed or mechanical reproduction shall for all purposes be deemed to be the signature of the director or officer authorized as aforesaid to execute such agreement, certificate or other document on behalf of the Company and any such agreement, certificate or other document so executed shall be binding upon the Company.

9. These resolutions may be executed in counterparts and the counterparts may be executed and delivered by electronic means, with all counterparts together constituting one and the same instrument.

The above is certified as a true copy as of this October 29, 2026.

By: 
Name: Genesa Clarke
Title: Assistant Corporate Secretary

ANNEXE B – DÉFINITIONS

« **Bien hypothéqué** » (*Mortgaged Property*) Un bien immeuble ou réel principalement qui est principalement utilisé à des fins résidentielles ou de logements multiples ou qui appartient à un Client qui est une PME, ainsi que l'ensemble des améliorations qui y sont apportées et des accessoires fixes qui s'y trouvent, et qui est grevé du privilège ou de la charge d'une Hypothèque et qui constitue une garantie pour un Prêt hypothécaire transféré.

« **Documents aux fins d'inscription** » (*Registration Documents*) Selon le cas a) une Cession hypothécaire pour chaque Prêt hypothécaire transféré dont le Vendeur des actifs liés aux particuliers est le propriétaire inscrit et tous les autres documents et instruments nécessaires aux fins d'inscription de la cession et du transfert à l'Acheteur des actifs liés aux particuliers de tous les Contrats de prêt transférés inscrits relatifs aux Prêts hypothécaires transférés dont le Vendeur des actifs liés aux particuliers est le propriétaire inscrit (ainsi que l'ensemble des états de financement connexes ou documents équivalents et des dépôts effectués à l'égard de ces Prêts hypothécaires transférés); b) l'ensemble des avis connexes qui sont à donner aux Débiteurs hypothécaires, aux cautions d'un Prêt hypothécaire transféré (lorsque cet avis est requis selon les dispositions des Contrats de prêt transférés visés) et à toute autre personne à qui il faut les donner selon les dispositions d'un Contrat de prêt transféré visé; c) l'ensemble des avis qui sont à donner aux Débiteurs pour leur rendre opposable la cession des Actifs achetés applicables; d) l'inscription au RDPRM d'une cession de chaque hypothèque créée en vertu de chaque Contrat de prêt transféré; e) le dépôt d'un état de modification du financement selon la Loi sur les sûretés mobilières ou d'une inscription équivalente pour refléter le transfert de chaque sûreté grevant des biens personnels créée en vertu de chaque Contrat de prêt transféré; f) l'ensemble des autres documents, certificats, accords, instruments ou avis qui sont nécessaires pour donner effet aux opérations envisagées dans la Convention d'achat et devant faire l'objet d'une inscription au bureau de la publicité foncière ou au bureau des titres fonciers de la province où chaque Bien hypothéqué est situé ou au registre des sûretés mobilières de la province où chaque Débiteur ou l'un de ses actifs corporels ou tangibles est situé.

« **Vendeur des actifs liés aux particuliers** » (*Retail Assets Seller*) Banque Laurentienne du Canada.

« **Client qui est un particulier** » (*Retail Client*) Un client d'un Vendeur qui est une personne physique.

« **Client qui est une PME** » (*SME Client*) Un client d'un Vendeur qui répond aux critères d'une petite ou d'une moyenne entreprise et qui figure a) dans la catégorie « Ligne d'affaires » des « Services aux entreprises » et plus précisément comme « PME » dans la sous-catégorie « Secteur » figurant dans la Bande des prêts, ou b) dans la catégorie « Ligne d'affaires » des « Services aux entreprises » et plus précisément comme « PME » dans la catégorie de sous-groupe « Commercial » figurant dans le Registre des dépôts et portant le numéro de transit indiqué sous le titre « Transits PME » à la clause 1.1 de la Lettre d'information.

« **Contrats de prêt transférés** » (*Transferred Lending Contracts*) L'ensemble des Contrats liés à un Prêt transféré, y compris les offres de financement, les conventions de prêt, les conventions de crédit, les billets à ordre, les engagements contraignants ou autres conventions ou instruments semblables qui prévoient des prêts ou des concessions de crédit qui sont consentis par le Vendeur des actifs liés aux particuliers à un Débiteur, ainsi que l'ensemble des conventions, des actes, des documents et des instruments accessoires y afférents (y compris les conventions de sûreté, les lettres de crédit, les Hypothèques, les conventions de nantissement et les garanties), l'ensemble des pièces et des annexes s'y rapportant, ainsi que l'ensemble des rectifications, des suppléments, des remplacements, des renouvellements, des renonciations et des modifications s'y rapportant, à l'exclusion des Contrats relatifs à un Prêt syndiqué.

« **Prêts hypothécaires transférés** » (*Transferred Mortgage Loans*) a) chacun des prêts hypothécaires aux particuliers consentis par le Vendeur des actifs liés aux particuliers à partir d'une Succursale du Québec pour les particuliers ou consentis par le Vendeur des actifs liés aux particuliers par l'intermédiaire d'un courtier hypothécaire (dans chaque cas, soit en personne, soit par des moyens électroniques) accordés ou en voie d'être accordés à un Client qui est un particulier, b) chacun des prêts hypothécaires commerciaux consentis par le Vendeur des actifs liés aux particuliers et accordés ou en voie d'être accordés à un Client qui est une PME, à l'exclusion des prêts relatifs au financement immobilier (y compris le financement de projets de propriétés résidentielles ou commerciales, le financement de terrains, les prêts de construction), et c) chacun des prêts hypothécaires consentis par le Vendeur des actifs liés aux particuliers à partir d'une Succursale du Québec pour les particuliers (soit en personne, soit par des moyens électroniques) accordés à un Client qui est un particulier ou à un Client qui est une PME, garantis par une hypothèque sur un bien immeuble ou réel utilisé principalement à des fins de logements multiples, ce qui, pour plus de certitude, inclut les immeubles multirésidentiels liés à un numéro de transit figurant sous le titre « Transits PME » à la clause 1.1 de la Lettre d'information; mais à l'exclusion, pour plus de certitude, des prêts hypothécaires que le Vendeur des actifs liés aux particuliers n'est pas en mesure de racheter auprès de la Caution OS[1] ou de la Fiducie de créances Mercury[2], dans chaque cas conformément à la clause 5.11.

1 « Caution OS » désigne la caution du programme d'obligations sécurisées de la Banque Laurentienne du Canada, tel que décrit dans la Convention d'achat.

2 La Fiducie de créances Mercury fait partie du programme de titrisation par conduit de la Banque Laurentienne du Canada, qui correspond à la facilité de copropriété de prêts hypothécaires décrite dans la Convention d'achat.